



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 26 (2024)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : recul des IDE entrants en 2023 après une année 2022 exceptionnelle
- ❖ Indonésie : droits antidumping visant à protéger l'industrie textile locale
- ❖ Laos : relèvement du taux directeur de 150 points de base à 10%

LE CHIFFRE À RETENIR

4,7 Md\$

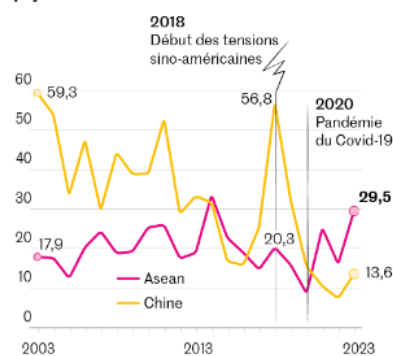
Sorties de capitaux sur les marchés d'actions de la région en mars et avril

Région

Attractivité de l'Asie du Sud-Est dans le contexte des tensions sino-américaines

Selon un article du journal Le Monde publié cette semaine, l'Asie du Sud-Est renforcerait depuis 2020 son rôle de substitution à la Chine dans la fabrication électronique, en attirant les entreprises les plus sensibles aux risques géopolitiques. La stratégie "China+1", en particulier, se développe au sein des multinationales, lesquelles se tournent désormais vers la Malaisie, le Vietnam ou encore les Philippines pour diversifier leurs chaînes de production, tout en conservant une présence en Chine pour son marché intérieur. La Malaisie, avec son expertise dans le secteur "back-end" des semi-conducteurs, est bien positionnée pour attirer ces investissements malgré les défis liés aux coûts et à la main-d'œuvre. Le parc technologique de Penang est central dans cette stratégie, attirant des géants comme Intel et Bosch. Les initiatives américaines comme le Chips and Science Act pourraient stimuler davantage cette redistribution mondiale de la production de semi-conducteurs, favorisant des pays alliés en Asie du Sud-Est. Cependant, des défis persistent, tels que la concurrence avec d'autres hubs régionaux et les exigences croissantes en matière d'énergie verte et de qualification de la main-d'œuvre.

Evolution des investissements manufacturiers des pays membres de l'OCDE en Chine et dans l'Asean

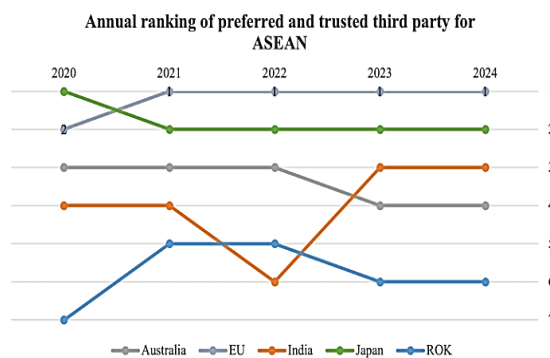


BAsD : 4,7 Mds USD de sorties de capitaux sur les marchés d'actions de l'ASEAN en mars et avril

Selon le dernier « Asia Bond Monitor » de la Banque Asiatique de Développement (BAsD) du mois de juin 2024, la trajectoire de désinflation plus lente que prévu aux États-Unis devrait maintenir les taux d'intérêt élevés plus longtemps que prévu, entraînant une hausse des rendements obligataires à court et à long terme dans les économies avancées et sur les marchés régionaux. Cette situation a conduit, selon la BAsD, à des sorties de capitaux des marchés obligataires d'Asie de l'Est (ASEAN, Chine, Hong-Kong, Corée) à hauteur de 20 Mds USD entre mars et avril, ainsi que des marchés actions de l'ASEAN, pour un total de 4,7 Mds USD.

ISEAS : influence de l'UE dans la région face aux tensions entre la Chine et les États-Unis

Selon un récent article publié par l'institut de recherche ISEAS à Singapour, l'UE est, depuis 1977, un partenaire clé de dialogue pour l'ASEAN, ainsi qu'aujourd'hui, son 3^{ème} partenaire commercial, sa 3^{ème} source d'IDE, et son 2^{ème} fournisseur d'APD - sur la



période 2015-2021. Cependant, bien que l'UE vise à renforcer son influence régionale en jouant le rôle de « puissance intermédiaire » entre la Chine et les États-Unis pour les pays de l'ASEAN les plus affectés, une récente enquête (« State of Southeast Asia Survey ») révèle que la confiance accordée par les populations locales à l'UE pour « prendre les bonnes décisions » à l'échelle internationale en matière de paix, de prospérité et de gouvernance est à son plus bas niveau depuis 2021. Les analystes soulignent également l'importance pour l'UE d'accompagner les pays de la région dans leur mise en conformité avec les normes européennes les plus élevées.

Indonésie

Annonce de droits antidumping afin de protéger l'industrie textile locale

Le ministre du Commerce a annoncé l'imposition de droits antidumping sur les produits textiles importés afin de protéger les fabricants locaux en difficulté, en réponse aux fermetures d'entreprises et aux licenciements massifs dans le secteur. Selon la Confédération des syndicats indonésiens (KSPN), près de 50 000 travailleurs ont perdu leur emploi depuis janvier 2024, en raison de l'afflux de textiles chinois vendus à des prix inférieurs à ceux des produits locaux. Le gouvernement envisage également de réviser les restrictions à l'importation via la régulation du ministère du Commerce n° 8/2024. Les nouvelles mesures concerneront les textiles et produits textiles, les vêtements finis, les produits électroniques, les chaussures, les céramiques et les sacs, qui seront soumis à des droits d'importation et à des mesures antidumping. Toutefois, certains producteurs expriment leurs inquiétudes depuis plusieurs mois, soulignant les difficultés à s'approvisionner en matières premières en raison des restrictions à l'importation.

Baisse des recettes de l'Etat

Les recettes de l'État indonésien ont chuté de 7,1% en g.a au cours des cinq premiers mois de 2024, en raison de la baisse des prix des principaux biens exportés et d'une faible demande mondiale. En mai, le gouvernement avait collecté 68,3 Mds USD provenant des impôts, des sources non fiscales et des douanes. Cette baisse est attribuée à la normalisation des prix des produits de base, après une forte expansion en 2022. Les recettes fiscales ont diminué de 8,4% sur la même période, avec une chute notable de 35,7% de l'impôt sur les sociétés. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA), principale source de recettes fiscales, a baissé de 9,1% en raison d'une forte demande de restitutions des montants excédentaires payés par les entreprises, notamment dans les secteurs de la fabrication, du commerce et de l'exploitation minière. Les dépenses de l'État ont elles augmenté de 14% en mai, entraînant un déficit budgétaire de plus de 1,3 Md USD, soit 0,1% du PIB. Cette croissance des dépenses concerne notamment la prolongation de l'assistance sociale pour atténuer les effets d'El Niño sur les prix alimentaires.

Malaisie

Baisse des flux d'IDE entrants en 2023 après une année 2022 exceptionnelle

Selon le département des statistiques (DOSM), après une année record en 2022 (16,5 Mds USD), le montant total des flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants s'est établi à 8,9 Mds USD en 2023 (2,2% du PIB), en baisse de 46,4% en g.a. Les services (87,5% des flux) en ont été les principaux bénéficiaires avec une croissance de 50,5% en g.a., et tout particulièrement ceux du secteur de l'information et des communications (29,7% des flux), qui enregistrent un bond de 231,6% en g.a., ainsi que les activités financières et d'assurance (29,1% ; +0,8% en g.a.). A l'exception de l'agriculture (0,1% des flux ; +0,8%), les autres secteurs ont connu une baisse, notamment les industries manufacturières (13,5% des flux ; -89,1% en g.a.). Les principaux pays d'origine des IDE sont Singapour, qui compte pour 55,9% dans le montant total avec une croissance de 99,0% en g.a., Hong Kong (43,3% ; +173,9% en g.a.), le Japon (13,7% ; -42,6% en g.a.) et la Chine (10,1% ; +9,7%). Les flux ressortent à l'inverse négatifs pour les Etats-Unis (-0,3 Md USD) et l'Union européenne (-1,9 Md USD). Le stock des IDE en Malaisie s'est accru de 5,4% en g.a., moins fortement qu'en 2022 (+12,4% en g.a.), pour s'établir à 203,0 Mds USD (50,8% du PIB). Cette croissance a été portée principalement par les industries manufacturières (42,3% du stock d'IDE ; +2,1% en g.a.), les activités financières et d'assurance (24,2% ; +8,6%), le commerce de gros et de détail (6,1% ; +5,7%) et les services d'information et communication (5,2% ; +24,1%). Singapour contribue pour 22,3% au stock d'IDE, devant l'Union européenne (12,6%), Hong Kong (12,3%), les Etats Unis (10,4%) et le Japon (10,2%). La France est le 16ème investisseur étranger en Malaisie en flux (18,5 M USD soit 0,2% du total ; -83,6% en g.a) et le 17ème en stock (1,9 Md USD, 0,9% du total ; +3,5%). Si l'on ne prend que les pays de l'UE, la France est le 5^{ème} investisseur en flux et le 6^{ème} en stock.

L'allemand Infineon, principal contributeur à la hausse des projets d'IDE au premier trimestre

Les projets d'investissements étrangers approuvés par les autorités malaisiennes au premier trimestre représentent un montant total d'environ 10 Mds USD, en hausse de 23,8% en g.a. Ils concernent principalement les industries manufacturières (81,3% du montant ; +203% en g.a.), loin devant les services (18,5% ; -65% en g.a.) et les secteurs primaires (0,3% ; -86% en g.a.). Les principaux pays d'origine des projets d'investissement sont l'Autriche (64,0% du montant), Singapour (11,9%), les Pays Bas (7,7%), la Chine (7,2%) et les Etats-Unis (1,3%). L'Autriche sert de relais à l'investissement de 6,4 Mds USD annoncé en août 2023 par la société allemande Infineon pour augmenter les capacités de son usine de semiconducteurs située à Kulim, dans l'Etat de Kedah.

Appel d'offres en vue pour un second réseau d'infrastructure 5G

Le ministre des communications Fahmi Fadzil a instruit la Commission des communications et multimédias malaisienne (MCMC) de constituer pour le 1^{er} juillet un dossier d'information, première phase d'un processus menant à un appel d'offres pour l'octroi d'une licence d'exploitation d'un second réseau d'infrastructure 5G. Cette décision s'inscrit en droite ligne avec les annonces faites mi-2023 par le gouvernement qui avait remis en cause le principe d'un réseau unique d'infrastructure 5G, en cours de déploiement par la société publique Digital National Bhd (DNB), et décidé de la création d'un nouvel opérateur dont le capital serait contrôlé par des investisseurs privés. La mise en place de ce nouveau réseau est cependant conditionnée à l'atteinte par DNB d'un taux de couverture de 80% du territoire et à une privatisation partielle de l'opérateur. Avec un niveau de couverture de 85% et l'entrée récente au capital de DNB des principaux opérateurs privés locaux (Celcom, Digi, Maxis, U Mobil et YTL) ainsi que celle attendue au mois d'août de Telekom Malaysia, les conditions seront bientôt réunies pour lancer formellement l'appel d'offres. À terme, l'Etat détiendra 30% du capital de DNB ainsi qu'une action spécifique lui accordant certains droits de vote particuliers. Pour mémoire, c'est le suédois Ericsson qui avait été choisi contre le chinois Huawei pour fournir les principaux équipements de l'infrastructure publique 5G.

Singapour

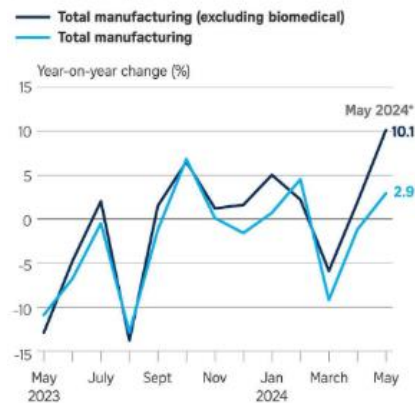
Inflation globale en légère hausse en mai

L'inflation globale a accélérée en mai pour atteindre +3,1% en g.a., contre +2,7% en avril, sous l'effet de l'augmentation des frais de transport privés. En glissement mensuel, l'inflation globale a augmenté de 0,7%. L'évolution favorable des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires au cours des derniers mois a apporté une certaine stabilité, de même que le taux de change du dollar singapourien, qui a permis d'atténuer l'inflation importée. L'Autorité monétaire de Singapour maintient une politique monétaire restrictive dans un contexte d'incertitudes mondiales et de tensions géopolitiques. Les prévisions pour l'inflation sous-jacente et l'inflation totale restent à 2,5%-3,5% pour l'année.

Production industrielle en hausse de 2,9% grâce au rebond de l'électronique

Portée par le secteur de l'électronique, la production du secteur manufacturier de Singapour a rebondi en mai avec une croissance de 2,9% en glissement annuel. À l'exclusion du secteur biomédical, la production a augmenté de 10,1%, grâce à une bonne performance de l'électronique, en particulier des semi-conducteurs, dont la production a progressé de 20,6%. La reprise du secteur est clé pour les perspectives économiques de la cité-État en 2024, sur fond de reprise du cycle de la Tech à l'échelle mondiale, liée notamment à la demande accrue d'applications dans l'IA. L'impact de ces évolutions sur la croissance du PIB devrait être positif au T2-2024, bien que l'état de l'économie mondiale et la poursuite des tensions entre les États-Unis et la Chine continuent d'alimenter certaines craintes.

Factory output rebounds



How the clusters fared

Output change by sector	Year-on-year change (%)*
Electronics	▲ 20.1
Biomedical manufacturing	▼ 42.6
Chemicals	▲ 7.9
Precision engineering	▼ 8.3
Transport engineering	▲ 7.8
General industries	▼ 4.4

NOTE: *Preliminary

Source: ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD
STRAITS TIMES GRAPHICS

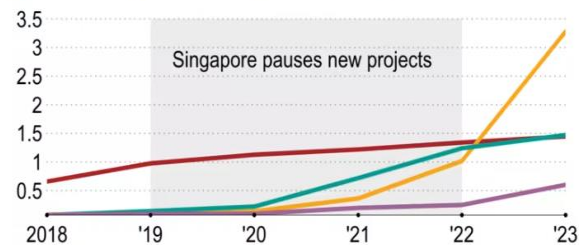
ST Engineering: ouverture d'un nouveau data center

Singapore Technologies Engineering (ST Engineering) a entamé la construction d'un nouveau centre de données à Singapour pour répondre à la demande croissante d'infrastructures pilotées par l'IA, avec pour objectif de l'achever d'ici

Data center capacity in Southeast Asia

(In gigawatts)

■ Singapore ■ Malaysia ■ Indonesia ■ Thailand



Source: DC Byte

2026. Cette installation de sept étages portera la capacité de ST Engineering à plus de 30 MW sur quatre sites, avec un investissement de 120 M SGD (88,6 M USD) sur trois ans. Le centre de données sera doté de technologies avancées à haut rendement énergétique, telles que le refroidissement liquide, qui devraient permettre d'économiser jusqu'à 20% de la consommation d'énergie. Il sera également à l'avant-garde des pratiques durables avec 2 400 m² de panneaux solaires verticaux, qui produiront 35% de l'énergie nécessaire à son fonctionnement. Cette initiative fait suite à l'engagement récent de Singapour d'augmenter la capacité des centres de données, interrompue depuis 2019 en raison de préoccupations environnementales. Malgré les difficultés, ST Engineering prévoit une forte demande, en particulier de la part des secteurs nécessitant une gestion sécurisée des données, tels que la banque et la santé. Cette décision souligne la bonne position de Singapour dans un contexte de concurrence régionale avec des pays comme la Malaisie et l'Indonésie.

Vietnam

Confirmation par les Etats-Unis de l'absence de manipulation monétaire par le Vietnam

Selon un rapport du Département du Trésor américain, le Vietnam n'a pas manipulé sa devise pour obtenir un avantage commercial déloyal en 2023. Le rapport a examiné les politiques de change des 20 principaux partenaires commerciaux des États-Unis, et bien que certains pays, dont le Vietnam, restent sous surveillance, aucun n'a satisfait aux trois critères justifiant d'une analyse renforcée.

Premier ministre en visite en Chine

Pour la deuxième année consécutive, le Premier Ministre vietnamien, Pham Minh Chinh, s'est rendu en Chine pour une visite de trois jours (24-26 juin) à l'occasion de l'édition estivale du Davos organisé à Dalian. Il y a notamment rencontré le Secrétaire général du PCC, Xi Jinping, ainsi que le Premier Ministre chinois, Li Qiang. Lors de son discours au Forum économique mondial, Chinh a qualifié la Chine de « modèle de succès » (cette qualification a été répétée à l'occasion de la bilatérale avec son homologue chinois, Li Qiang) et a appelé Pékin à continuer de « vigoureusement soutenir le multilatéralisme ». Sans citer d'Etat, Chinh a également appelé la communauté internationale à ne pas « politiser ou discriminer » les domaines des sciences, des technologies et de l'innovation. Lors de son entretien avec le directeur général de China Railway Signal Information Corporation, société d'Etat spécialisée dans la signalisation ferroviaire, la coopération ferroviaire sur les projets de ligne à grande vitesse du nord du pays a été évoquée, ainsi que les possibilités de coopération sur les lignes devant relier l'axe Hanoi-Ho Chi Minh-ville aux différents ports et zones économiques du pays. Alors que Hanoi et Ho Chi Minh-ville revoient actuellement à la hausse leurs projets de réseau métropolitain, la possibilité pour les entreprises chinoises d'intervenir sur les projets de lignes ferroviaires urbaines a également été mentionnée. Pour rappel : à l'occasion de la visite d'Etat de Xi Jinping (12 et 13/12/23), le Vietnam a rehaussé le niveau de sa relation bilatérale avec la Chine (au niveau de « partenariat stratégique global ») pour rejoindre la « communauté de futur partagé ».

Hésitation sur la marche à suivre pour décarboner le régime applicable aux panneaux solaires sur toiture

Le gouvernement a publié deux décrets relatifs aux mécanismes de vente d'électricité produites par des sources renouvelables, ainsi qu'au développement de panneaux solaires en autoconsommation. Revenant sur la question de la revente d'électricité excédentaire produite par les foyers ou les entreprises qui en seraient équipés, le vice-PM a chargé le ministère du Commerce et de l'Industrie (MoIT) d'étudier la possibilité d'une revente à EVN (pour rappel : le 7 décembre 2023, le MoIT avait initié une consultation sur un projet de décret aux termes duquel les organisations et les particuliers investissant dans l'installation de systèmes d'énergie solaire sur toiture pour une utilisation sur site n'étaient pas autorisés à vendre de l'électricité à des tiers ; le potentiel excédent d'énergie ne pouvait être injecté sur le réseau national qu'au prix de 0 VND). L'autre décret viserait à la mise en place d'un soutien financier à la vente de batteries permettant de réinjecter l'électricité stockée sur le réseau d'EVN durant les heures de pointe à un prix « raisonnable ». Pour rappel : la vétusté du réseau de transport d'électricité vietnamien empêche la gestion efficace d'une production électrique

intermittente. Avant la publication du texte, le vice-Premier ministre Trần Hồng Hà demandait encore récemment au ministère de l'Industrie de clarifier les raisons de sa préférence pour les énergies éoliennes et solaires, plutôt que sur le recyclage de déchets et l'utilisation de biomasse.

Thaïlande

Accord de libre-échange UE-Thaïlande : troisième tour des négociations

Le 3ème tour des négociations de l'accord de libre-échange UE-Thaïlande s'est tenu à Bruxelles du 17 au 21 juin. La délégation thaïlandaise était menée par Mme Chotima Iemsawasdikul, directrice générale du Department of Trade negotiations, et composée de plus de 100 délégués. Les négociations, entrées dans leur phase active, ont permis des avancées sur l'ensemble des vingt chapitres de l'accord, y compris sur les chapitres constitutifs des accords dits de nouvelle génération, tel que celui sur le commerce et le développement durable, et sur des chapitres que la Thaïlande n'avait pour l'instant ouverts avec aucun autre partenaire (accès aux marchés publics par exemple). Le prochain tour de négociation aura lieu en novembre 2024 à Bangkok. Les principaux chapitres sensibles requérant des clarifications d'ici-là sont ceux sur le commerce et le développement durable, les normes sanitaires et phytosanitaires, l'énergie et les matières premières, l'accès aux marchés publics, la concurrence et les subventions. Le gouvernement souhaite pouvoir conclure les négociations en 2025. Le volume d'échanges entre la Thaïlande et l'Union européenne était de 38,9 Mds EUR en 2023, avec un solde en faveur de la Thaïlande de 10,4 Mds EUR. L'Union européenne est le 3ème fournisseur et le 4ème client de la Thaïlande.

Gulf Energy et Google s'associent dans le développement des services cloud

Une filiale de Gulf Energy Development (Gulf) et Google Asia Pacific ont signé un accord visant à fournir des services cloud de nouvelle génération en Thaïlande. Gulf est le premier acteur à s'associer avec Google dans ce domaine. L'objectif est de permettre à des organisations du secteur public dans des domaines tels que la santé, la sécurité publique ou encore l'énergie, d'accélérer leur transition numérique. Ces organisations pourront avoir accès aux fonctionnalités de Google Cloud, dont sa plateforme de développement d'intelligence artificielle. Leurs dépenses en services de cloud devraient atteindre 1,8 Md USD (1,7 Md EUR) en 2024, soit 30% de plus qu'en 2023.

Fermeture de sites industriels en raison de la concurrence chinoise

Entre janvier et mai 2024, 488 usines industrielles thaïlandaises d'une valeur de 14 Mds THB (355 M EUR) ont fermé leurs portes, entraînant le licenciement de 12 551 travailleurs. Le manque de compétitivité des entreprises face aux produits importés notamment de Chine serait la raison principale de ces fermetures. Certaines entreprises contournent cette difficulté en allant implanter leurs usines dans les pays alentours et profiter des accords de libre-échange pour rester compétitives. Les fermetures les plus impactantes financièrement touchent le secteur des pièces électroniques et circuits imprimés (58 M EUR), suivi de la sidérurgie (37 M EUR) et du plastique (24 M EUR).

Philippines

Approbation d'un projet d'infrastructure numérique de 288 M USD pour accroître la couverture haut débit

Le 25 juin 2024, le conseil d'administration de l'Autorité nationale pour l'économie et le développement (NEDA), présidé par le président Marcos Jr., a approuvé le Philippine Digital Infrastructure Project (PDIP). Ce projet, financé par l'aide publique au développement de la Banque mondiale pour un montant de 16,1 Mds de PHP (288 M USD), vise à favoriser les investissements privés, renforcer la cybersécurité et améliorer la connectivité haut débit à travers le pays, notamment dans les zones défavorisées. Ce prêt devrait permettre d'améliorer l'interconnectivité du pays, notamment en acheminant des câbles sous-marins vers Mindanao en passant par les Visayas. Par ailleurs, plus de 700 nouveaux sites Wi-Fi gratuits seront installés à Mindanao, principalement à destination des établissements scolaires et des centres de santé. Malgré un taux de pénétration d'Internet relativement élevé à l'échelle nationale (73,6%), des disparités significatives subsistent comme la région XIII qui comptabilise un taux de pénétration d'Internet en deçà des 17%.

SunAsia : dix nouveaux contrats de développement d'énergie solaire flottante sur le lac Laguna de Bay

Le ministère de l'Énergie philippin (DOE) a attribué 10 contrats d'exploitation d'énergie solaire flottant, d'une durée de 25 ans, à la société philippine SunAsia Energy et à son partenaire singapourien Blueleaf Energy, couvrant 1 000 hectares du lac Laguna de Bay. En mai 2023, SunAsia avait déjà obtenu 6 contrats pour 610 MW d'installations solaires flottantes. Avec ces nouveaux contrats, la capacité totale atteindra plus de 1,3 GW pour un investissement de 1,5 Md USD. La construction - de ce qui ambitionne d'être le plus grand projet solaire flottant au monde - débutera en 2025 pour une mise en service prévue en 2026. Parallèlement, la joint-venture entre Blueleaf et NKS Energy va développer un projet solaire flottant de 250 MW à Caliraya et Lumot Lakes à Laguna. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie gouvernementale de renforcement de la souveraineté énergétique et de décarbonation du mix énergétique national. En outre, les panneaux solaires flottants offrent une alternative avantageuse aux panneaux terrestres, en contournant les problèmes de droits de propriété et les longs processus de conversion des terres, ralentissant souvent les projets solaires.

Globe Telecom et PLDT Inc rejoignent l'initiative mondiale de l'Open Gateway

Globe Telecom et PLDT Inc., principaux opérateurs de télécommunications des Philippines - détenant près de 90% des parts de marché - ont signé un protocole d'accord avec la GSMA afin de rejoindre l'initiative *Open Gateway*. Cet accord permet aux opérateurs de téléphonie mobile d'accéder à des interfaces programmables d'applications (API) dans des domaines variés comme la santé, l'agritech, les services d'urgence, et l'IoT, ouvrant ainsi des opportunités de croissance dans de nouveaux services numériques et améliorant l'interopérabilité mondiale. Par ailleurs, Globe Telecom a également annoncé un partenariat avec Lynk Global pour un programme pilote de téléphone-satellite aux Philippines, visant à fournir une connectivité dans les zones éloignées mal desservies du pays.

Cambodge

Phase 2 de l'usine d'eau potable de Bakheng

Le 25 juin, a été inaugurée la phase 2 de l'usine d'eau potable de Bakheng de la régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA). D'une capacité de production de 195 000 m³/jour, ces installations portent la capacité totale de PPWSA à 982 000 m³/jour. Cette usine sera complétée par la troisième phase de 195 000 m³/jour en 2027. Les trois phases de la station de traitement des eaux de Bakheng représentent un investissement total de 660 M USD, financé par des prêts concessionnels de l'AFD, de la Banque européenne d'investissement, des subventions de l'Union européenne et des investissements de PPWSA. Les travaux ont été réalisés par Vinci Construction Grants Projets, selon une conception et sous la supervision de Suez Consulting et sous la direction de PPWSA. Bakheng, dont la construction avait débuté en mai 2020, est la plus grande unité de potabilisation d'eau potable au Cambodge. Elle est comparable à la plus grosse station de production d'eau potable de Paris. Elle contribuera à répondre à une demande d'eau annuelle projetée à 1,8 M m³ en 2030 à Phnom Penh.

Accord entre Lagardère et OCIC pour la concession Duty Free au nouvel aéroport

Le 26 juin, le groupe français Lagardère Travel Retail et son partenaire local HSC Group ont signé un contrat avec le conglomérat Overseas Cambodian Investment Corporation (OCIC) pour l'exploitation des magasins hors taxe (Duty free), Travel Essentials et certaines opérations de restauration dans le futur aéroport international de Phnom Penh (Techo International Airport, TIA). La société française a remporté la procédure de concession pour une durée de douze ans. Lagardère Travel Retail est la 2^{ème} entreprise mondial de vente au détail d'articles de voyage en aéroports et la première dans ce secteur en France. Elle est présente dans 42 pays et a réalisé 6 Mds EUR de chiffre d'affaires en 2023. En Asie le groupe gère plus de 250 magasins. Jusqu'à présent, elle n'était pas présente au Cambodge.

Laos

Les coopératives, outil du développement agricole

L'agriculture laotienne est marquée par des problèmes de productivité et contribue au commerce extérieur par des exportations de produits peu ou pas transformés. Pour autant, elle joue un rôle socio-économique notable par les emplois et revenus qu'elle offre dans les campagnes. Toutefois, le cadre juridique dans lequel elle s'inscrit n'est pas toujours adapté à son développement et à sa modernisation ; ni à un partage équitable de la valeur ajoutée. Une nouvelle loi sur les coopératives, examinée par l'Assemblée nationale, pourrait mettre en place un cadre plus favorable à leur création et leur développement. C'est un sujet politiquement sensible, qui redonne aux agriculteurs une plus grande capacité d'organisation. Les coopératives constituent pourtant un outil connu pour son efficacité en termes de capacité de production, de meilleur équilibre entre producteurs et acheteurs, d'accès facilité et meilleur marché aux intrants ou encore la diffusion de technologies plus modernes. Pour autant, l'efficacité des coopératives sera renforcée en se basant sur une liberté d'organisation et non sur des processus administratifs supplémentaires.

Accord pour la construction d'un nouveau barrage

Un accord de concession pour la construction d'un barrage de 124 MW a été signé par les autorités le 19 juin. Situé à cheval sur les provinces de Xieng Khuang and Houaphan, au centre du pays, le projet de Nam Neun 1 devrait entrer en service début 2028. D'un coût estimé à 360 M USD, il produirait 575 GWh d'électricité par an. Cette électricité sera pour l'essentiel évacuée vers le Vietnam, via une ligne à 110 kV passant par la future centrale hydroélectrique voisine – distante de 33 km – de Nam Yeuang (84 MW, province de Houaphan). De là, elle rejoindra le Vietnam via une ligne à 220 kV, pour aboutir à Nong Cong (province côtière de Thanh Hoa, nord du Vietnam). Lancé formellement en 2009 par la société Indochina Consulting Co. Ltd., il appartient maintenant à une co-entreprise réunissant notamment Phongsubthavy Group (Laos) Kong Sup Hydro Development, THB Group Sole and Vangsup Development and Investment et EDL (10%). Le Laos répond ainsi aux importants besoins d'énergie du nord du Vietnam, dans le rôle qu'il s'est donné de « batterie de l'Asie », avec plus de 70 barrages en activité ou en construction. À noter que les conséquences du changement climatique impactent déjà la production hydroélectrique dans toute la région et que ce barrage ne devrait pas y échapper, à plus ou moins long terme.

Hausse de taux et de contraintes ?

La Banque du Laos, banque centrale du pays, vient d'annoncer une hausse de son taux directeur de 150 points de base (prêts à une semaine). Il s'établit désormais à 10%. La mesure est présentée comme une réponse au changement d'environnement économique au Laos comme à l'étranger ; c'est aussi une mesure destinée à faire face aux défis auxquels l'économie laotienne est confrontée. Dans un contexte économique plutôt contraint et difficile, avec une inflation toujours au-dessus de 25% – quand le gouvernement visait 9% en 2024 – cette mesure vise à l'évidence à tenter de soutenir le kip. De fait, la dépréciation de la monnaie se poursuit, lentement mais sûrement. Et cette dépréciation renforce l'inflation via les importations. L'équation reste bien difficile : protéger la monnaie nationale, sans gêner une croissance à la peine ; bien inconfortable.

Birmanie

Banque mondiale : précarité énergétique malgré l'abondance de ressources

D'après un rapport récent de la Banque Mondiale sur le secteur de l'énergie en Birmanie, le secteur de l'électricité traverse une crise marquée par de graves problèmes d'approvisionnement et une forte demande non satisfaite, en raison de nombreux défis structurels et de l'instabilité politique. Après avoir atteint une capacité historique de 3 997 MW en mai 2021, la production a fortement chuté avec le départ des investisseurs étrangers. Aujourd'hui, le système électrique du pays dépend principalement du gaz naturel, de l'hydroélectricité et de l'énergie solaire (six centrales solaires), ressources énergétiques qui restent néanmoins largement inexploitées. Le potentiel hydroélectrique est ainsi estimé à plus de 100 000 MW, mais n'a produit que 3 262 MW en 2023. Les rivières Ayeyarwaddy, Chindwin, Thanlwin et Sittaung pourraient, si elles étaient exploitées, répondre à la demande intérieure et offrir une énergie verte à la région. La Birmanie est également riche en hydrocarbures, avec des réserves potentielles de 15 220 millions de barils de pétrole brut, 2 653 milliards de m³ de gaz naturel, et 711 millions de tonnes de charbon. Actuellement, les réserves de pétrole sont estimées à 50 millions de barils et celles de gaz à 283 milliards de m³.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr